

APPEL A PROJETS

« SERVICES NUMERIQUES INNOVANTS ET TOURISME DE MEMOIRE EN FRANCE »

ANNEXE 2

Fiche de demande d'aide

Intitulé du projet :

Nom du porteur :

RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

- Coût total pour le partenaire :
- Montant de l'aide demandée :
- Durée du projet :
- Date prévue pour le début des travaux :
- Résumé du projet :

.....
.....
.....
.....
.....

PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

(Préciser si les autres financements sont prévus, demandés ou d'ores et déjà acquis)

- Financements publics** (Union Européenne, Etat, collectivités locales, autres personnes publiques...) :

Préciser, le cas échéant

- Financements privés** (Mécénat) :

Préciser, le cas échéant

- Autofinancement**

FICHE D'IDENTITE DU CONTRACTANT¹

Raison sociale :

- Statut juridique :

¹ Le contractant est l'entité qui signera la convention et, sauf exception, réalisera les travaux et justifiera les dépenses.

- Activité-Objet social :
- Adresse du contractant :
- N° SIRET du contractant (14 chiffres) :

Personnes responsables :

- Responsable du projet (suivi scientifique) :
 - Nom :
 - Tel :
 - Mail :
- Responsable ayant le pouvoir de contracter (signataire de la convention)² :
 - Nom :
 - Fonction :
 - Adresse :
- Responsable administratif et financier (si différent du suivi technique) :
 - Nom :
 - Adresse :
 - Tel :
 - Mail :

Après avoir pris connaissance des informations ci-dessus, M..... ayant pouvoir de contracter et d'engager juridiquement le partenaire ou ayant délégation de signature, déclare :

- J'atteste sur l'honneur l'exactitude des informations portées sur cette fiche et sollicite une subvention de l'Etat pour la réalisation du projet précité ;
- J'atteste sur l'honneur de la régularité de la situation de la société au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- Je certifie avoir été informé que le projet ne doit pas avoir commencé avant que le dossier de demande d'aide soit déclaré ou réputé complet, sauf autorisation accordée par l'autorité compétente¹.

Fait à , le

(cachet, nom, qualité et coordonnées du signataire)

² Joindre éventuellement une délégation de signature si la personne signataire de la convention et de la demande d'aide n'a pas le pouvoir de contracter et d'engager juridiquement le partenaire.